

DÉBAT SUR L'ÉTAT DE LA NATION

# Lost in Hesitation

Raymond Klein

**À six mois des élections, le débat autour de l'état de la nation montre que la plupart des partis hésitent à prendre clairement position sur la question sociale comme sur celle de la croissance.**

Vous regrettez l'emphase des déclarations sur l'état de la nation de Jean-Claude Juncker ? Consolez-vous avec le discours pour le 1er mai du président de l'OGBL. Certes, André Roeltgen n'atteint pas les sommets de la rhétorique du Juncker des meilleurs jours, mais il fait preuve de bien plus d'élan que Xavier Bettel. Côté contenu, par contre, il ne faut pas sous-estimer la signification des propos du premier ministre (woxx 1473). Quant au contenu du discours syndical, le simple fait que Roeltgen y incorpore des passages visionnaires représente un bonus, car de par sa nature on s'attend surtout à du terre-à-terre.

## L'autre état de la nation

Le Luxembourg est-il un « Gewerkschafts-Staat », un État syndical, comme le clament les organisations patronales ? Les discours des 24 et 26 avril ne permettent pas de les contredire. Car l'OGBL lui aussi

s'est mis en mode « campagne électorale ». Roeltgen n'y est pas allé par quatre chemins pour défendre la sacro-sainte indexation des salaires : il a appelé les partis à « insérer une phrase très importante » dans leurs programmes - un engagement de ne pas toucher à l'index.

Le deuxième cheval de bataille de l'OGBL, le salaire minimum, a été enjambé avec non moins de désinvolture. Réclamant une augmentation de dix pour cent, le président de l'OGBL a constaté qu'au sein du gouvernement, seul le LSAP s'était prononcé pour une hausse. Le CSV y serait également favorable, mais : « Le DP et les Verts doivent annoncer la couleur. » La question sociale, délaissée dans la déclaration de Bettel, revient à travers le discours pour le 1er mai de Roeltgen.

Sommes-nous dans un « Gewerkschafts-Staat »... plutôt que dans un « Patrons-Staat » ? L'intervention du leader socialiste au parlement devrait rassurer celles et ceux qui redoutent une conspiration syndicale. Le social, Alex Bodry en a parlé, certes. Mais en premier lieu il a attaqué le CSV et défendu le bilan du gouvernement, pour ensuite aborder les grands problèmes non résolus, et pour lesquels « per-

sonne n'a de solution miracle ». À savoir le logement et la mobilité, ainsi que le défi de concilier le modèle économique et social luxembourgeois avec la solution de ces problèmes. Qu'il ait raison ou tort, on relèvera en tout cas que pour un parti dont le nom contient les termes de « socialiste » et « ouvrier », la justice sociale n'est qu'un sujet secondaire.

## Qui parle du social ?

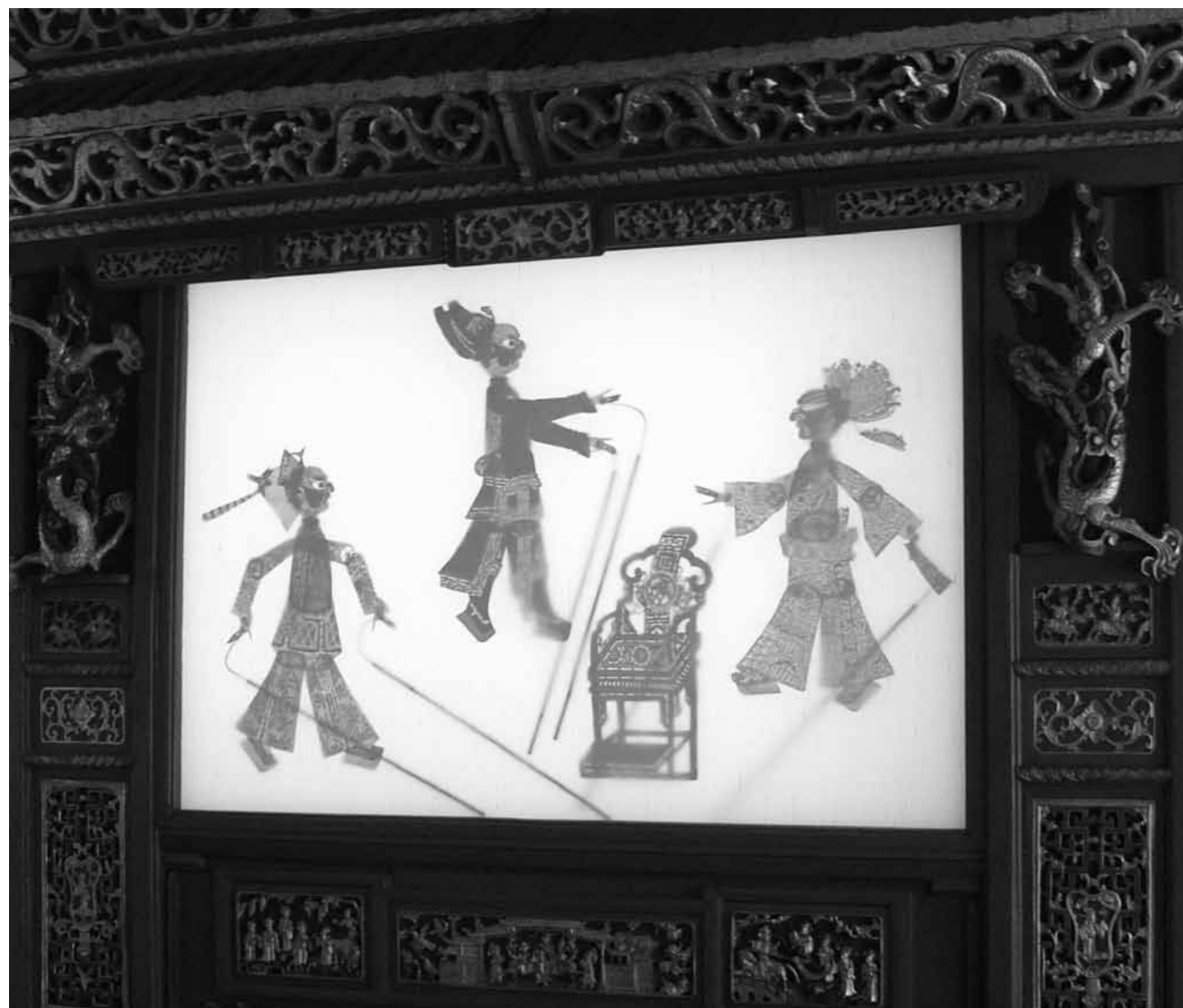
Quant aux positions détaillées, celles du LSAP ne correspondent pas précisément à un « diktat » du syndicat qui lui est proche : 100 euros d'augmentation pour le salaire minimum, bien moins que les dix pour cent, à financer en partie par des allègements fiscaux plutôt que par les entreprises. La phrase sur l'indexation sera sans doute insérée dans le programme, comme en 2013. Car tant que le taux d'inflation reste faible, l'index ne pose pas de problème. Et s'il devait remonter, le LSAP a montré par le passé qu'il savait « tenir compte de circonstances exceptionnelles » et accepter les adaptations requises par son partenaire de coalition et par le patronat. Enfin, par rapport à l'appel de l'OGBL de « ne pas toucher aux re-

traites », les socialistes s'affichent satisfaits de l'état de la législation, mais voudraient « appliquer pleinement » la réforme de 2012. Réforme qualifiée de « superflue » par le syndicat qui voudrait qu'on revienne sur certaines réductions prévues par celle-ci.

Clairement, le LSAP cherche un compromis entre ses obligations de parti gouvernemental - et cultivant de bonnes relations avec le patronat - et son idéal de justice sociale. Ce qui permet à Déi Lénk de se poser en champions de cette justice sociale. « En cinq ans (...), les inégalités sociales au Luxembourg ont énormément augmenté », a constaté Marc Baum, chiffres à l'appui. Le député de Déi Lénk a axé sa contribution aux débats sur l'état de la nation sur les sujets sociaux. Il a rappelé que le chômage était à un niveau record et que la croissance extrême n'allait pas suffire à le ramener au niveau d'avant la crise financière. Baum a également critiqué les inégalités de salaire et la « politique de l'autruche » en matière de logement.

Mais Déi Lénk se doivent aussi d'aborder la question de la croissance, qui préoccupe sans doute une partie de leur électoral potentiel. « Quand la croissance ne profite plus

Game of Thrones ?  
Non, théâtre d'ombres  
immobiles.



THÉÂTRE D'OMBRES CHINOIS, MUSÉE D'ETHNOLOGIE, BERLIN

à tous les membres de la société, (...) la cohésion sociale est menacée », a avancé Baum. Roeltgen a poussé encore plus loin cette idée de la justice sociale comme contrepoids à la crise politique que traversent les pays occidentaux. Réclamant une Europe sociale, il a accusé ses adversaires de contribuer à « la désunion progressive des pays européens, au renforcement des mouvements nationalistes, xénophobes et réactionnaires qui déjà sont au pouvoir dans certains pays ».

### Parlons de la croissance !

L'ADR est-il un tel mouvement ? Son leader parlementaire a en tout cas fait le lien entre cohésion sociale et sujets identitaires, en évoquant le droit de vote des étrangers, la division entre Luxembourgeois-es et non-Luxembourgeois-es et l'abolition du « choix » en matière d'enseignement religieux. « Notre pays n'a jamais été aussi divisé qu'aujourd'hui », a affirmé Gast Gibéryen. Le parti de droite tente de se présenter comme le porte-parole du bon peuple, par opposition aux élites arrogantes. Ainsi, Gibéryen s'est moqué du gouvernement qui aurait « oublié », trois ans après, la cuisante

défaite infligée lors du référendum sur le droit de vote des étrangers. Certes, Xavier Bettel est revenu en fin du débat sur le sujet du référendum et a assuré qu'il ne regretterait rien, mais la mauvaise impression est restée.

Mauvaise impression aussi en ce qui concerne le sujet de la croissance. Un mot que Bettel a évité d'employer lors de la déclaration sur l'état de la nation - ce que lui a promptement reproché Gibéryen : « Simplement parler des conséquences, et ne pas parler de la croissance elle-même, ce n'est pas possible ! » Or, même le premier ministre a dû en parler, lors du face-à-face avec Claude Wiseler sur RTL : il a ressorti le concept flou de « croissance qualitative » pour parer les attaques du leader CSV. Des attaques très mesurées de toute façon, puisque la position de Wiseler correspond à une sorte de « croissance sélective » : oui au développement des PME, et pas forcément contre le data center de Google. Seule la fabrique de yaourts est rejetée par le leader du CSV. Mais celle-là, personne n'en veut, a part le patronat et... le LSAP.

« Remettre en question la croissance en elle-même, c'est complètement fou. Ce sont ses répercussions

que nous devons maîtriser. » C'est ce que proclame le secrétaire général du LSAP, en accord avec son chef de file et ministre de l'Économie Étienne Schneider. Il se prononce aussi clairement pour la création d'emplois dans le secteur de l'industrie, notamment parce que la croissance peu intense en main-d'œuvre ne suffit pas pour résorber le chômage et désavantager les travailleurs non qualifiés.

### Tous au centre !

Une position partagée par l'OGBL, qui soupçonne la critique de la croissance de cacher une critique des acquis sociaux. Interviewé par le Jeudi, André Roeltgen a même fait son miel de la fabrique de yaourts. Il a d'abord dénoncé la « production superflue » financée par les dépenses militaires, pour sermonner les critiques de la croissance : « Tous ceux qui, dans notre pays, parlent aujourd'hui de croissance qualitative devraient commencer par réfléchir à la production superflue, avant de parler de fabrique de yaourts... »

Visait-il le parti Déi Gréng, issu entre autres du mouvement pacifiste des années 1980, et qui désormais ne remet plus en question ni l'Otan

ni l'augmentation des dépenses militaires ? Pourtant, ce parti est également très modéré quand il s'agit de freiner la croissance... Beaucoup plus en tout cas que des acteurs anticroissance de la société civile comme le Mouvement écologique ou la Caritas. Les confrontations au sein du gouvernement, très médiatisées, sur telle ou telle entreprise à établir au Luxembourg pouvaient laisser croire que les Verts seraient poussés dans les bras du CSV. Or, ce dernier n'est guère plus critique de la croissance que le LSAP ou le DP, et surtout, les Verts eux-mêmes hésitent à faire campagne à fond sur ce sujet.

En fin de compte, à part Déi Lénk et l'ADR, tout le monde hésite à prendre des positions tranchées dans cette campagne électorale. Ce qui rendra certainement plus paisible les négociations pour former coalition gouvernementale, mais ne contribuera ni à la qualité des débats ni à la vitalité de la démocratie au Luxembourg.